



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 13/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COOPÉRATION PHARMACEUTIQUE FRANÇAISE

2 rue de Saussaie
77310 Saint-Fargeau-Ponthierry

Référence : E4/26-0871
Code AIOT : 0006502483

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement COOPÉRATION PHARMACEUTIQUE FRANÇAISE implanté 2 RUE DE LA SAUSSAIE 77310 Saint-Fargeau-Ponthierry. L'inspection a été annoncée le 16/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPÉRATION PHARMACEUTIQUE FRANÇAISE
- 2 RUE DE LA SAUSSAIE 77310 Saint-Fargeau-Ponthierry
- Code AIOT : 0006502483
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COOPÉRATION PHARMACEUTIQUE FRANÇAISE (COOPER) exerce une activité de fabrication de médicaments sur son site de Saint-Fargeau-Ponthierry.
L'activité du site est encadrée par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 08 DAIDD 1 IC n° 324 du 21/10/2008.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 21/10/2008, article 1.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de faire le point sur le classement ICPE du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/10/2008, article 1.2.1				
Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour de la situation administrative				
Prescription contrôlée :				
Par arrêté complémentaire n° 08 DAIDD 1 IC n° 324 du 21/10/2008, la société COOPER à Saint-Fargeau-Ponthierry est autorisée à exploiter les installations suivantes au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :				
rubriques	intitulés	critères de classement	capacité ou volume	régime
1510-1	Entrepôt couvert : stockage de matières combustibles en quantité supérieure à 500 t.	Volume des entrepôts supérieur ou égal à 50 000 m ³	Deux bâtiments N et I de 34 684 m ³ et 20 647 m ³ Volume total : 55 331 m ³	A
2920-2a	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa utilisant des fluides non inflammables et non toxiques	Puissance absorbée supérieure à 500 kW	Réfrigération : 671 kW Compression air : 112 kW Autres compresseurs : 3 kW Puissance totale : 786 kW	A
2685	Médicaments (fabrication et division en vue de la préparation de) à usage humain ou vétérinaire y compris jusqu'à obtention de la forme galénique, en dehors des officines de pharmacie non hospitalières			D
2910-A	Installation de	Puissance	Cinq chaudières au gaz	D

	combustion lorsque les produits consommés seuls ou en mélanges sont exclusivement du fioul domestique ou du gaz naturel	thermique maximale supérieure ou égale à 2 MW et inférieure à 20 MW	naturel de puissance totale : 7,5 MW Deux chaudières au FOD de 48 kW et 28 kW	
2925	Atelier de charge d'accumulateurs	Puissance maximale de courant continu supérieure à 50 kW	Trois locaux de charge de 30 kW, 12,5 kW et 15 kW Un chargeur de 5 kW	DC

A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du Code de l'environnement).

En application de l'article R. 512-55 du Code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

La société COOPER a également bénéficié du récépissé de déclaration n° 11 DRIEE 011 du 17/01/2011 concernant l'exploitation d'une installation de stockage et d'emploi d'hypochlorite de sodium sur le site de Saint-Fargeau-Ponthierry, comprenant une quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation de 59,6 t et visée par la rubrique 1172-3 (DC) de la nomenclature ICPE.

Constats :

Un point a été fait sur le classement ICPE du site en tenant compte des activités et des produits stockés, et de l'évolution de la nomenclature ICPE, et ce notamment dans le cadre de l'instruction d'un porter à connaissance déposé par l'exploitant (projet d'un nouvel atelier de fabrication).

Sur la base de ces éléments, le classement ICPE à jour du site de Saint-Fargeau-Ponthierry est le suivant :

rubriques	intitulés	capacité ou volume	régime
1510-2b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :	Deux bâtiments N et I de 34 684 m ³ et 20 647 m ³ Volume total : 55 331 m ³	E

	<p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³</p>		
2910-A2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Trois chaudières au gaz naturel de puissance totale : 1,86 MW</p>	DC
2925-1	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d').</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW</p>	<p>Deux locaux de charge de 21 kW et 19 kW</p> <p>Autres chargeurs de 21 kW</p>	D
1185-2	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y</p>	<p>Quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation : 270,20 kg</p>	NC

	compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg		
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.	Quantité totale : 15 t	NC
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	Quantité totale : 15 t (hypochlorite de sodium)	NC

A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du Code de l'environnement), NC (non classé).

En application de l'article R. 512-55 du Code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

Dans le cadre de ses activités, l'exploitant stocke d'autres produits notamment concernés par des rubriques 4XXX mais dont les quantités sont en dessous des seuils de classement pour les rubriques concernées.

Il est à noter que le projet d'implantation d'un nouvel atelier au sein du site entraînera une évolution du classement ICPE du site.

Type de suites proposées : Sans suite